

92^e Session générale de l'OMSA. Forum de la santé animale

Des politiques à l'action : Vaccins et vaccination. Réflexions pour le changement

Introduction

Des défis complexes d'ordre socio-économique, politique, éthique mais aussi environnemental influent de plus en plus sur les stratégies de gestion des maladies animales. La demande croissante en produits alimentaires issus d'espèces sauvages ou d'animaux élevés dans des systèmes de production durables, l'intensification du risque de maladies zoonotiques, le changement climatique et l'évolution des exigences sociétales soulignent l'importance de mettre en place des stratégies pérennes de prévention et de contrôle des maladies, dans lesquelles la vaccination puisse jouer un rôle déterminant en tant qu'outil complémentaire de la lutte contre les maladies.

La protection apportée par les programmes de vaccination ne se limite pas aux seules populations animales mais s'étend aussi à la santé publique et environnementale. L'allègement du fardeau des maladies animales contribue à atténuer le risque de zoonoses, à réduire l'utilisation d'agents antimicrobiens, à préserver la biodiversité et à affaiblir l'impact environnemental de l'élevage, apportant ainsi une contribution positive à la réalisation de plusieurs Objectifs de développement durable.

En dépit des avantages évidents que procurent les programmes de vaccination contre les maladies animales prioritaires, leur mise en œuvre effective se heurte encore à d'importants obstacles techniques, réglementaires, économiques, politiques et sociaux. Les récents événements zoonosaires d'envergure mondiale et la multiplication d'événements émergents et ré-émergents (grippe aviaire, peste porcine africaine, fièvre aphteuse, peste des petits ruminants, dermatose nodulaire contagieuse, fièvre catarrhale ovine, etc.), ainsi que les menaces planétaires de nature multisectorielle comme la résistance aux antimicrobiens, ont rendu manifestes les attentes en matière de protection et les aspirations sociétales, économiques et environnementales en faveur de stratégies plus durables de lutte contre les maladies et d'une réduction de certaines pratiques telles que l'abattage sanitaire et l'usage et utilisation infondée des agents antimicrobiens. Le contexte actuel tant socio-économique qu'épidémiologique appelle à un large débat sur le changement de paradigme que représente le remplacement de l'objectif d'élimination des maladies (vivre sans maladies) par celui d'une gestion appropriée des maladies (vivre avec les maladies).

Il est désormais impératif de s'interroger sur les meilleures manières d'intégrer la vaccination dans nos stratégies de lutte contre les maladies en faisant en sorte que ces stratégies restent fondées sur la science et soient économiquement viables et respectueuses de l'environnement, sans pour autant créer de barrières injustifiées aux échanges internationaux.

Énoncé du problème

Les vaccins font partie des outils présentant le meilleur rapport coût-efficacité dans une stratégie de santé animale. Néanmoins, leur déploiement et utilisation optimale se heurtent à un certain nombre de difficultés stratégiques.

1. **Mise au point et fabrication des vaccins** : la mise au point et la fabrication des vaccins sont des activités coûteuses qui se déroulent sur le temps long. Plusieurs facteurs affectent la qualité ou l'adéquation du produit final : les restrictions au financement de la recherche, les priorités concurrentes des fabricants, les obstacles liés à la propriété intellectuelle, l'absence d'harmonisation

des protocoles et des données générées par les laboratoires, la difficulté à déterminer si les vaccins sont adéquats dans les conditions de terrain et l'inefficacité des processus de fabrication.

2. **Obstacles réglementaires** : les procédures d'enregistrement des vaccins sont parcellaires et peu homogènes d'une région à l'autre. Les autorisations des vaccins sont délivrées en fonction des impératifs de la demande, ce qui peut occasionner des problèmes d'accès lors de l'émergence d'une maladie ; des retards dans l'enregistrement ou l'approvisionnement sont également constatés. L'absence d'équivalences entre les différents systèmes d'enregistrement retarde la mise à disposition des vaccins et démotive les fabricants, ce qui accroît la dépendance à l'égard de vaccins de qualité médiocre pour lutter contre les maladies ou impose de recourir aux agents antimicrobiens.
3. **L'accès aux vaccins et leur utilisation** sont régulièrement entravés par des problèmes logistiques qui concernent notamment la distribution, le respect de la chaîne du froid, l'accès au dernier kilomètre, les contraintes financières et l'inadéquation des partenariats public-privé. Les campagnes de vaccinations ne font pas toujours l'objet d'un suivi et d'une évaluation permettant d'en mesurer l'impact.
4. **Barrières commerciales** : il est rare que les politiques nationales de santé animale communiquent sur l'innocuité, démontrée par l'analyse de risque, des animaux vaccinés et de leurs produits. Malgré l'existence de normes en la matière fondées sur la science, ces politiques ne mettent pas toujours en avant le rôle de la vaccination en tant qu'outil de prévention/contrôle. Dans certains cas, une mise en œuvre inadéquate se traduit par des barrières commerciales injustifiées, par des mesures protectionnistes et par des pertes économiques.

Objectifs

Le forum offrira une plateforme de dialogue aux Délégués de l'OMSA, aux experts et aux parties prenantes intéressées pour débattre des obstacles qui entravent actuellement la mise au point et l'utilisation de vaccins dans le cadre des stratégies de prévention et de lutte contre les maladies. Dans la perspective d'élaborer une feuille de route sur deux à trois ans, le Forum visera spécifiquement à :

- recenser les défis actuels, tant techniques qu'en matière de politiques, qui affectent le cycle de vie des vaccins (mise au point, fabrication, enregistrement, distribution et utilisation) et proposer des stratégies à court et à moyen terme pour y remédier ;
- renforcer les partenariats public-privé qui permettent d'améliorer l'accès aux vaccins, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire ;
- réfléchir au rôle que pourrait jouer l'OMSA dans l'harmonisation des réglementations internationales et nationales afin de promouvoir une utilisation efficace de vaccins de grande qualité tout en évitant les barrières injustifiées au commerce ;
- mettre en avant les meilleures pratiques, étayées par des données probantes, en matière de suivi et d'évaluation de la vaccination et de la période post-vaccinale.

Résultats attendus

À l'issue du forum, l'Assemblée générale de l'OMSA disposera des éléments suivants :

- une clarification du rôle essentiel des vaccins pour prévenir et lutter contre les maladies, atténuer les résistances aux agents antimicrobiens et préserver la santé publique ;

- des recommandations spécifiques à l'intention de l'OMSA, des Délégués et des parties prenantes des secteurs tant public que privé, concernant l'amélioration à apporter à des points critiques du cycle de vie des vaccins ;
- des stratégies concrètes et applicables pour avancer sur la voie de l'intégration de la vaccination dans les programmes nationaux de lutte contre les maladies, tout en préservant la sécurité des échanges internationaux d'animaux et de produits d'origine animale ;
- un cadre concerté pour envisager les politiques de vaccination animale dans une perspective plus large recouvrant la RAM, la santé de la faune sauvage et d'autres priorités Une seule santé.

Participants

- Secrétariat : Service scientifique et Service Antibiorésistance et produits vétérinaires
- Rapporteurs : Dr Batty Dungu et Dre Meritxel Donadeu
- Principaux intervenants et orateurs : Délégués, membres du Conseil, expert des Laboratoires de référence et Centres collaborateurs, membres des Commissions spécialisées, parties prenantes intéressées, etc.
- Délégués de l'OMSA.

Format :

Le Thème technique de la 92^e Session générale, intitulé *Vaccins et vaccination : de la science à l'action. Réflexions pour le changement* préparera le terrain pour les discussions de haut niveau qui se dérouleront tout au long du forum. Le programme comprend également des présentations formelles et des table-rondes réparties en cinq sections distinctes dédiées aux défis stratégiques relevés ci-dessus.

Les conclusions et recommandations du forum seront présentées sous la forme d'une Résolution. Un cadre de travail sur deux ans sera élaboré pour la mise en œuvre des recommandations incluses dans la Résolution.